



ROBERT F. KENNEDY  
CENTER FOR JUSTICE & HUMAN RIGHTS



Institute for Justice and  
Democracy in Haiti



Sante ak Dwa Moun



Partners  
In Health



**Pour Sortie Immédiate**  
**Le 14 Janvier 2010**

**Contact:**

Donna Barry, PIH, 617-432-6017, [dbarry@pih.org](mailto:dbarry@pih.org)

Brian Concannon Jr., IJDH, 541-432-0597, [brian@ijdh.org](mailto:brian@ijdh.org)

Nicole Lee, TransAfrica Forum, 202-223-1960, [nlee@transafricaforum.org](mailto:nlee@transafricaforum.org)

Veerle Opgenhaffen, CHRGJ, 212 992 8186, [opgehaffen@exchange.law.nyu.edu](mailto:opgehaffen@exchange.law.nyu.edu)

Alison Roh Park, CCR, 917-805-8899, [apark@ccrjustice.org](mailto:apark@ccrjustice.org)

Monika Kalra Varma, RFK Center, 202-463-7575 ext 228, [monika@rfkcenter.org](mailto:monika@rfkcenter.org)

À la suite du tremblement de terre catastrophique à la Haïti, six groupes de droits en vue sont publiés une déclaration appelant aujourd'hui aux efforts de soulagement à être fondés dans des principes de droits de l'homme, la transparence et le respect pour la dignité humaine de tous les Haïtiens. Les groupes - le Centre pour Droits Constitutionnels, le Centre pour Droits de l'homme et Justice Globale, l'Institut pour Justice et Démocratie à la Haïti, Associés en Health/Zanmi Lasante, Robert F. Kennedy Centre pour la Justice et des Droits de l'homme et TransAfrica Forum – avertissent que l'échec de faire ainsi pourrait aggraver les impacts déjà désastreux du tremblement de terre.

“Il n’y a aucun doute que la Haïti affamée, assoiffée, blessée et malade a instamment besoin de toute l’aide dans la communauté internationale peut fournir, mais il est critique que le but sous-jacent d’améliorer des droits de l’homme conduit la distribution de chaque dollar d’aide donnée en Haïti”, a dit Loune Viaud, le Directeur de Planification Stratégique et Opérations à Zanmi Lasante. “La seule façon d’éviter l’escalade de cette crise est pour l’aide internationale de prendre une vue à long terme et s’efforcer de reconstruire la Haïti forte – celui qui inclut un gouvernement qui peut assurer les droits fondamentaux de l’homme de tous les Haïtiens et une nation qui est autorisée pour exiger de ces droits”.

Les groupes ont cité des efforts de soulagement passés à la Haïti qui ont été non coordonnés, imprévisibles et manqués la participation communautaire, souvent menant pour augmenté la souffrance. Ils invitent à la communauté internationale à saisir cette occasion d'avancer des droits de l'homme et la durabilité dans le pays ravagé.

“L'ampleur de la catastrophe n'est pas entièrement un résultat de catastrophe naturelle, mais plutôt une histoire d'appauvrissement délibéré et disempowerment du peuple haïtiens par une série de polices circonvenues,” a dit **Brian Concannon Jr., directeur de l'Institut pour Justice et Démocratie à la Haïti**, "Le manque de responsabilité de donateur et de la volatilité d'aide continue garantira seulement la souffrance encore plus grande."

Dans leur déclaration, les groupes invitent la communauté internationale à employer des approches à base des droits à toutes les étapes de l'effort de soulagement, de planifier à la mise en oeuvre et contrôler par:

- **La Suivant de [UN's Guiding Principles on Internal Displacement](#)** , qui incluent le droit de l'aide du gouvernement et le droit de retourner;
- **L'Observation [Paris Principles on Aid Effectiveness](#)**, qu'aspirent à assurer l'harmonisation d'aide, l'alignement et la direction pour des résultats avec des indicateurs monitorable;
- **La Reconnaissance du contexte de droits de l'homme qui a existé avant les tremblements de terre** et prend des mesures pour assurer qu'humanitaire et des efforts de développement ne renforcent pas le marginalization de groupes vulnérables comme des femmes, des enfants et le sans terre;
- **L'Assurance que le soulagement soit coordonné et un processus transparent**, y compris par des évaluations de besoins partagées et un haut niveau de coordination avec le gouvernement de Haïti lui-même; et,
- **l' Autorisant toutes les strates de la population haïtienne participer dans la prise de décisions** à chaque niveau de l'aide et le processus de développement, de l'évaluation de besoins initiale à projeter la planification, la mise en oeuvre et l'évaluation.

"Tout trop souvent, l'aide ont tardé à arriver, non coordonné et planifié sans apport des gens le plus affecté - cet héritage doit et pouvoir finir aujourd'hui," a dit **Monika Kalra Varma, le Directeur du Centre de Robert F. Kennedy**. "Nous avons une occasion de rompre avec le passé et assurer que l'assistance donne dans une voie qui renforce les droits fondamentaux des Haïtiens à la nourriture, l'eau et la santé. Le peuple haïtiens ne méritent pas moins."

Pour lire la déclaration complète, cliquez [HERE](#) s'il vous plaît.

Pour plus d'informations sur les organisations a impliqué, s'il vous plaît voir leurs sites Web: [www.ccrjustice.org](http://www.ccrjustice.org), [www.chrgj.org](http://www.chrgj.org), [www.ijdh.org](http://www.ijdh.org), [www.pih.org](http://www.pih.org), [www.rfk.org](http://www.rfk.org), et [www.TransAfricaForum.org](http://www.TransAfricaForum.org)